



## Sommaire

### Grand angle :

- Burundi : appuyer l'émergence d'une offre de financement rural

**P. 2**

### Focus

- L'accompagnement SIDI au Burundi

**P. 3**

### En bref :

- Voyages de découverte
- Premiers projets du fonds de dotation de la Sidi
- A vos agendas !

**P. 4**

**C**hers amis,  
chers actionnaires solidaires,

Particulièrement attentif aux régions où ses partenaires sont exposés à une situation de crise, le Comité de Gérance de la SIDI s'est rendu dernièrement au Burundi. Ce pays fait rarement la Une tant la crise sociopolitique s'est inscrite dans la durée : il y a 30 ans, on parlait déjà de la "Crise du Burundi".

Ce petit pays rural de collines en bordure du Lac Tanganyika est densément peuplé et tente de faire vivre ensemble des populations ayant vécu de forts conflits contemporains. Depuis plus d'un an, les efforts redoublés du Président Nkurunziza pour se maintenir au pouvoir ont plongé le pays dans un nouveau cycle de violences et de répression. Cela vaut aujourd'hui au Burundi d'être mis au banc de la Communauté Internationale et de perdre l'aide des bailleurs internationaux qui représentait plus de 50% du budget de l'Etat. Tout ceci constitue une forme de double peine pour la population. Au Burundi, la SIDI accompagne des organisations partenaires dans chaque domaine de son approche : le financement rural, l'appui aux petits producteurs organisés et la finance communautaire avec les Mutuelles de Solidarité. Lors de cette mission, le Comité de Gérance a constaté combien les appuis SIDI documentés par ces Carnets se révèlent nécessaires, d'autant plus dans ce contexte de retrait des bailleurs. La SIDI reste présente en tant qu'investisseur solidaire auprès de ses partenaires et va pouvoir y intensifier ses appuis.

Considérer le Burundi nous fait penser à nouveau à Haïti où les partenaires SIDI sont également éprouvés, cette fois par les ouragans successifs. Au Burundi et en Haïti la SIDI est présente, par votre solidarité auprès de populations qui n'ont pas d'autres options que de continuer à écrire leur propre développement.

*Dominique Lesaffre,  
Directeur Général*

## BURUNDI : APPUYER L'ÉMERGENCE D'UNE OFFRE DE FINANCEMENT RURAL

Pays parmi les plus pauvres du monde, le Burundi est foncièrement rural et agricole (10% de la population est urbaine). La guerre civile la plus récente au Burundi l'a ravagé de 1993 à 2000. La difficile reconstruction qui s'en est suivie, n'a pas encore permis au pays de se remettre du choc subi par sa population rurale et son secteur agricole, qui emploie pourtant toujours plus de 90% de sa population active.

La population burundaise est essentiellement composée de petits agriculteurs qui pour la plupart se consacrent à une production vivrière leur permettant d'assurer leur subsistance. Ces paysans font face à de nombreux défis : la densification de la population rurale, de fortes tensions pour l'accès à la terre<sup>1</sup>, une fertilité des sols en baisse en raison de leur surexploitation... Autant de facteurs qui contraignent aujourd'hui le Burundi à dépendre d'importations et d'aides alimentaires, alors même qu'il était par le passé autosuffisant du point de vue alimentaire<sup>2</sup>.

L'accès des populations rurales aux services financiers, qui pourrait permettre d'améliorer leurs capacités de production et leurs conditions de vie, est pour ainsi dire nul. Le Burundi est l'un des pays où l'accès aux services financiers (en général) est le plus difficile au monde<sup>3</sup>. Il n'est donc pas étonnant que les petits agriculteurs en soient presque systématiquement exclus : les coûts de ses services étant trop élevés, la couverture des banques et IMF limitée aux villes, les conditions de prêts trop strictes... Dans de telles conditions il est donc difficile de pourvoir à la reconstruction de cet important secteur économique et de combattre efficacement la pauvreté rurale pourtant très élevée depuis la fin de la guerre.

Plusieurs organisations burundaises s'efforcent d'enrayer cette tendance en développant des services financiers de proximité tournés vers les plus démunis. C'est notamment le cas des trois partenaires de la SIDI : la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), le Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED) et Ishaka Microfinance.

### CAPAD : la MUSO comme outils de développement au sein des filières

Regroupant près de 20 000 membres émanant de 72 coopératives de tout le pays, cette organisation de producteurs travaille depuis la fin de la guerre à la transformation du secteur agricole, en promouvant l'émergence d'une agriculture durable basée sur le développement de filières porteuses (pomme de terre, manioc, riz, maïs, haricot, sorgho, arachide, patchouli...).

Afin de répondre aux besoins de ses membres et de leurs communautés, CAPAD a mis en place depuis 2008, avec l'appui de la SIDI, un programme de développement de Mutuelle de Solidarité (MUSO) dans neuf provinces du Burundi.

Dans une MUSO, les membres mettent en commun leur argent, issu de cotisations régulières, et l'utilisent selon des règles décidées collectivement afin de financer sous forme de prêts des activités productives, améliorer leurs conditions de vie ou encore faire face aux coups durs grâce à des dons.

Chez CAPAD, les MUSO ont été progressivement introduites au sein des coopératives membres afin de financer la diversification des activités économiques. L'expérience pilote a finalement été pérennisée, forte du grand engouement qu'elle a suscité chez les membres. Aujourd'hui, près de 5 200 personnes sont membres de plus de 400 MUSO animées par CAPAD. Depuis 2012, avec l'appui-conseil de la SIDI, CAPAD passe à une nouvelle étape en expérimentant des prêts aux MUSO les plus solides afin de leur permettre de financer des projets de plus grande envergure tels que des activités agricoles ou encore du petit commerce.



Visite du Comité de Gérance de la SIDI à l'une des MUSO animée par CAPAD

870 Mutuelles de Solidarité créées

3 partenaires

Plus de 45 000 bénéficiaires finaux

1 398 hab/km<sup>2</sup> contre 113 en France Métropolitaine, CIA World factbook, 2015

2 IFAD, Enabling poor rural people to overcome poverty in Burundi, 2012

3 World Economic Forum, The Global Competiveness Report 2012 – 2013

## COPEP et ISHAKA Microfinance : entre finance communautaire et microfinance rurale : la recherche d'une complémentarité

Grande ONG de développement burundaise, COPEP a développé au fil des années de nombreux programmes touchant aussi bien aux domaines de l'éducation, de la santé que de la souveraineté alimentaire.

Ayant fait du soutien aux organisations de producteurs un axe fort de son travail, COPEP s'est tout naturellement intéressée à la question du financement rural. Ayant d'abord mis en place un premier programme de microfinance en milieu rural, elle se lance en 2011 dans le développement d'un programme de MUSO au bénéfice de membres de groupes diocésains, afin de répondre aux besoins de financement chroniques de leurs membres.

Ici aussi, la constitution de ces groupes de solidarité financière permet le financement d'activités de petit commerce, mais également dans certains cas l'achat de parcelles à exploiter. Afin de prolonger son action dans ce domaine, l'ONG a aussi souhaité pérenniser son programme de microcrédit en le transformant en une Institution de Microfinance (IMF) à part entière : Ishaka Microfinance. Créée en 2011, cette IMF a pour mission de cibler majoritairement des populations rurales pauvres (60% de son portefeuille), qu'elle peut financer grâce à la mise en place d'un système de groupes de cautions solidaires qui permettent de pallier le manque de garanties financières. Ishaka compte aujourd'hui 24 000 clients ! La SIDI est le 3ème actionnaire de cette IMF, dont elle détient aujourd'hui 12% du capital et qu'elle soutient dans la création de services en faveur de l'agriculture et des populations les plus précaires, dans l'élaboration de son plan d'affaire, dans la consolidation de son système d'information... Ishaka bénéficie d'un accompagnement d'autant plus rapproché qu'un de ses Chargés de Partenariats siège au Conseil d'Administration.



Siège d'Ishaka à Rumonge dans le Sud-Ouest du pays

CAPAD, COPEP et Ishaka contribuent depuis maintenant plusieurs années à l'émergence d'une offre de financement rural, jusqu'alors très insuffisante. La SIDI cherchant à promouvoir non seulement l'accès à des services financiers dans des zones peu desservies, mais aussi à soutenir des chaînes de valeur agricoles, pourrait dans le futur s'engager plus avant dans le financement de filières agricoles plus durables et équitables par l'intermédiaire de ces partenaires.

## Focus



## L'ACCOMPAGNEMENT SIDI AU BURUNDI

Chargé de partenariats à la SIDI depuis 2006, Jean-Marie CAVARROC a une longue expérience de l'appui au développement de la microfinance en contexte difficile. Aujourd'hui responsable du domaine stratégique de la finance communautaire, il s'occupe aussi du suivi des partenaires burundais de la SIDI. Le développement des MUSO, tout comme le lancement d'une institution de microfinance telle qu'Ishaka, ont requis ces dernières années un important suivi. Depuis le début du plan stratégique plus de 150 jours d'accompagnement ont été apportés à nos partenaires burundais. Nous revenons avec lui sur les spécificités de cette accompagnement.

### En quoi a consisté le travail d'accompagnement d'Ishaka ?

Avec Ishaka, il a fallu travailler à la qualité de l'information et de son traitement, ce avant même son institutionnalisation en 2011. Nous avons donc appuyé l'équipe sur la comptabilité, mais aussi sur les outils et les procédures de suivi des crédits. Ce travail a permis la fabrication de tableaux de bords à destination du Conseil d'Administration afin que les décisions soient prises en connaissance de cause. Nous avons enfin appuyé l'institution dans son processus de planification stratégique, afin de l'aider à mettre en adéquation ses objectifs et ses moyens, dans le respect de sa mission.

En tant que représentant de la SIDI, actionnaire d'Ishaka, il m'a fallu assurer une présence active et constante au Conseil d'Administration, ce qui s'est également traduit, ponctuellement et en fonction des besoins, par un appui rapproché à la Direction, depuis la France et sur le terrain. Le travail nécessaire à l'institutionnalisation et à la consolidation d'Ishaka a exigé un fort soutien de la SIDI dès 2010 pendant environ 4 ans. Aujourd'hui, l'institution ayant atteint un certain niveau de maturité, l'appui SIDI s'en trouve plus réduit.





L'accompagnement de CAPAD et COPED a porté dans les deux cas sur le développement d'un programme de MUSO, avez-vous procédé de la même manière ?

Oui, on peut dire que le travail a été assez similaire dans les deux cas. Il a d'abord fallu sensibiliser et former leurs équipes à l'outil MUSO en lui-même, puis assurer des formations "professionnalisantes" sur l'accompagnement et le suivi des groupes, le reporting et l'interprétation des données financières, la gestion des conflits... Mais les deux institutions étant solides et professionnelles, elles ont très vite su se passer des services de la SIDI dans la poursuite du développement des groupes. Aujourd'hui, les appuis de la SIDI portent avec COPED sur la question des groupements de MUSO qui permettent à leurs membres d'entreprendre des projets plus importants. Avec CAPAD, nous travaillons sur la question du refinancement des MUSO, et après deux phases de tests un programme dédié pourrait être prochainement mis en place.

Les MUSO sont vues par leurs promoteurs locaux comme une "école de gouvernance, de solidarité et de démocratie" plus que comme un outil financier : comment doit-on comprendre cela ?

Cela se vérifie partout, on commence en effet à percevoir que l'impact social des Muso est plus important que leur impact financier. En d'autres termes, si les membres entrent dans la MUSO pour son attrait financier, qui est réel, ils y restent sur le long terme parce qu'ils perçoivent bien son apport en termes d'entraide, de capacitation et d'émancipation.

Ces avantages se retrouvent également dans le contexte particulier du Burundi ?

On l'a vu, les Muso répondent bien à la petite taille des activités à financer. Plus spécifiquement, cette approche est adaptée partout où existe une population isolée géographiquement, et au faible capital économique et culturel. Dans une Muso, les gens se font confiance les uns les autres, et manipulent des sommes adaptées à leurs capacités. Le contexte Burundais, de ce fait, ne diffère pas des autres contextes où la SIDI appuie des Muso.

Au Burundi, outre l'appui à ses partenaires, la SIDI a également assuré des formations ?

Effectivement, entre 2008 et 2013, la SIDI a consenti d'importants moyens à l'appui au réseau professionnel des IMF du pays et au réseau africain MAIN (également partenaire de la SIDI) pour dispenser des formations. Ces formations sur des thèmes très concrets étaient destinées aux agents de crédits (comment on analyse une demande, on assure le suivi, le recouvrement...) et aux contrôleurs internes (comment vérifier un livre de caisse, procédure d'enregistrement des pièces comptables...) des IMF du pays. Cet appui, sortant du cadre traditionnel de l'accompagnement SIDI, a néanmoins constitué une bonne réponse à une problématique donnée, celle du difficile accès local à des formations professionnalisantes de qualité, et a donné lieu à une bonne dissémination locale des savoirs.

## En bref

### Voyages de découverte

Ce mois de novembre s'est placé sous le signe de la découverte : deux voyages ont permis de rencontrer des acteurs de la finance solidaire. Le premier organisé du 4 au 17 novembre par la SIDI a permis à une vingtaine d'actionnaires SIDI et épargnants solidaires de se rendre au Guatemala. Un second réalisé dans le cadre du réseau thématique Finance Solidaire a amené une dizaine de ses membres à étudier le travail des partenaires SIDI et CCFD-Terre Solidaire en Israël et Palestine.

### Premiers projets du fonds de dotation de la Sidi

Transition Solidaire, le nouvel instrument de financement de l'accompagnement des partenaires SIDI a validé lors de son Conseil d'Administration d'octobre l'appui à trois premiers projets. Cet appui permettra ainsi de financer des formations d'animateurs MUSO au Mali (avec l'AOPP), un accompagnement comptable auprès de FUCOPRI au Niger, ainsi qu'une étude d'impact des MUSO croisant les Grands Lacs et le Burkina

### A vos agendas !

Les Assemblées Générales de la SIDI et de l'association ESD se tiendront le 24 mai 2017, dans les locaux de la SIDI à Paris.

Comme chaque année, cet événement sera l'occasion de faire le point sur l'année mais aussi de rencontrer un partenaire de la SIDI, qui viendra apporter son éclairage sur des enjeux clés du travail de la SIDI. La Secrétaire exécutive de CAPAD, Annick Sezibera, a d'ores et déjà confirmé sa venue.